|  |
| --- |
| **Bienvenue dans la boîte à outils MEAL (suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage) du Réseau de la société civile SUN !**  *Vous êtes dans la section suivante de la boîte à outils MEAL du Réseau de la société civile SUN :*   * Planifier le changement * **Suivi -- Théorie du changement mondiale du Réseau de la société civile SUN et indicateurs proposés** * Évaluation * Redevabilité * Apprentissage |

**Théorie du changement mondiale du Réseau de la société civile SUN avec indicateurs proposés**

**À quoi sert ce document ?** Ce document complète la stratégie MEAL du Réseau de la société civile SUN et fournit des recommandations aux Alliances de la société civile sur la façon de mesurer leur impact/leurs résultats (théorie du changement/cadre logique).

Avant d’utiliser ce document :

**Élaborez votre théorie du changement :** Le Secrétariat mondial et les Alliances du Réseau de la société civile SUN sont encouragés à élaborer leur théorie du changement en se référant à la théorie du changement (TdC) mondiale du Réseau de la société civile. Chaque Alliance/Réseau de la société civile doit cartographier son cheminement d’impact spécifique ou sa théorie du changement ou son cadre logique (conformément aux priorités du pays et des membres) par rapport à la TdC mondiale du Réseau de la société civile SUN[[1]](#footnote-1).

***À propos de la TdC du Réseau de la société civile SUN***: La TdC mondiale du Réseau de la société civile SUN a été élaborée en novembre 2016. Elle est le fruit d’un atelier de deux jours qui réunissait des membres de la société civile SUN au niveau mondial et national. Toutes les Alliances et tous les membres de la société civile au niveau mondial ont eu l’occasion d’apporter leur contribution à la théorie du changement et de la réviser tout au long de l’année 2017. La TdC mondiale du Réseau de la société civile est assez longue car elle vise à inclure la plupart des initiatives des Alliances de la société civile au niveau local, national, régional et mondial. Nous espérons que la TdC du Réseau de la société civile correspond à la stratégie et au plan de travail existants de votre Alliance afin que votre intervention soit reflétée dans certains des résultats et produits proposés (mais pas tous !!). Si vous avez des difficultés, n’hésitez pas à nous contacter, nous serons heureux de vous aider. Si vous pensez que votre travail ne correspond pas à la TdC, n’hésitez pas à nous le dire car il est important que la TdC reflète le travail des ASC. Bien qu’une révision complète de la TdC soit prévue avant la fin de 2020, nous tenons à ce que la TdC soit un document « dynamique » en la révisant en permanence.

Comment utiliser cette boîte à outils :

**Sélection des indicateurs** Une fois que la TdC est élaborée, nous encourageons les Alliances de la société civile à sélectionner quelques indicateurs de performance quantitatifs/qualitatifs SMART (spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et délimités dans le temps). Ce document devrait vous permettre de sélectionner plus facilement les indicateurs permettant de mesurer le changement à tous les niveaux. Les indicateurs ci-dessous ne sont que des suggestions initiales à examiner par les Alliances de la société civile, par conséquent, n’hésitez pas à nous faire part de vos commentaires/révisions.

* Au niveau mondial : nous cherchons à avoir un nombre limité d’indicateurs standard pour chaque Alliance de la société civile. Nous vous demanderons de faire un rapport sur ces indicateurs une fois par an. Chaque Alliance de la société civile devrait nous faire parvenir : 1) ses résultats clés conformément à la stratégie de l’Alliance de la société civile 2) 4-5 résultats intermédiaires et indicateurs connexes et 3) 4-5 produits et indicateurs connexes. Veuillez communiquer également les cibles annuelles et à long terme (3 ou 5 ans) attendues pour vos indicateurs.
  + Nous suggérons de sélectionner au moins 2-3 résultats intermédiaires liés à l’intervention stratégique de l’Alliance (p. ex., examen des politiques, campagne et sensibilisation, etc.) et au moins 2-3 résultats intermédiaires au niveau de la gouvernance et de l’engagement des plateformes multiacteurs.
* Au niveau national : nous vous encourageons à élaborer votre système MEAL à partir de la stratégie pluriannuelle ou de la TdC de l’Alliance de la société civile, qui vous servira de base pour développer des systèmes MEAL spécifiques à un projet. Ainsi, chacun de vos projets ou initiatives contribuera de façon cohérente aux mêmes résultats/changements et il sera plus facile de démontrer l’impact global de l’Alliance. En établissant la cartographie des indicateurs conformément à la stratégie/TdC de votre Alliance, vous pourrez vous entendre sur les résultats attendus et les indicateurs connexes à moyen et long terme (ce qui n’est souvent pas possible avec des projets financés sur un an). Pour votre système MEAL, il est possible que vous ayez besoin d’un plus grand nombre d’indicateurs que pour le système que vous communiquez au Secrétariat mondial. Par conséquent, n’hésitez pas à utiliser les indicateurs suggérés dans cette liste que vous compléterez avec des indicateurs plus appropriés à votre situation.

**Renforcer les capacités** **et l’engagement** tout en cartographiant la TdC et les indicateurs : veuillez vous assurer d’appliquer un **processus participatif**, il est essentiel que vos organisations membres comprennent et acceptent les résultats et les indicateurs connexes, les cibles et les moyens de vérification proposés. Utilisez cet exercice comme une occasion de renforcer les capacités, l’intérêt, la responsabilité et la cohésion internes concernant le MEAL.

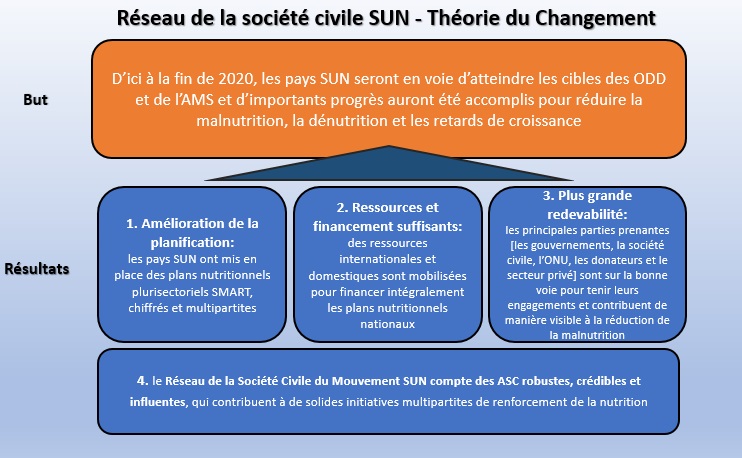
Veuillez sélectionner les indicateurs sur la base de : 1) leur cohérence avec la stratégie/la TdC proposée 2) l’utilité des données pour guider leur planification, leur évaluation et leur apprentissage 3) la capacité (humaine et technique) de rassembler les preuves 4) la redevabilité : « ce que les autres voudraient savoir au sujet de votre Alliance de la société civile » (à l’égard du réseau, des bénéficiaires, des donateurs et d’autres parties prenantes directement et indirectement impliquées).

**Avantages :** Ce processus devrait aider les Alliances de la société civile à communiquer leur impact au niveau local, infranational, national, régional et mondial et devrait garantir que chaque Alliance dispose d’un système MEAL rentable, intelligent, utile et durable pour améliorer la mise en œuvre, l’apprentissage et la redevabilité. En partageant la TdC, nous pourrons plus facilement analyser, partager et tirer des enseignements entre les pays.

**Combler les lacunes en matière de connaissances entre les pays, au niveau régional et mondial :** Tandis que les Alliances de la société civile se chargeront du MEAL au niveau national, le Secrétariat du Réseau de la société civile sera en mesure de regrouper les résultats des différents pays et de faciliter le partage des enseignements sur les progrès réalisés. En tant que Secrétariat, nous pourrons réclamer que les besoins des Alliances de la société civile soient satisfaits et communiquer plus efficacement avec les donateurs ou toute partie prenante qui souhaite participer au réseau.

**Gestion des données et partage des connaissances :** Les données recueillies seront en permanence à la disposition de toutes les Alliances de la société civile, des webinaires d’apprentissage ou des réunions en face à face seront organisés pour faire le point sur les progrès et les défis et pour discuter de la planification de l’année suivante. Un système de gestion des données et des informations en ligne sera mis au point par le Réseau de la société civile afin de faciliter le partage des données et leur utilisation par toutes les Alliances.

**Théorie du changement de la société civile SUN**

****

**Exemple de « cadre logique pour le changement » d’une Alliance de la société civile**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Niveau de changement** | **Indicateur** | **Moyens de vérification** | **Base de référence (2017)** | | **Cible annuelle** | **Cible à long terme (5 ans)** |
| **Portée générale** | | | | | | |
| **Décideurs** | Nombre de... (ventilation par sexe) | Registre des parties prenantes (S&E ASC) | | 10 (2 femmes) | 15 (5 femmes) | 30 (50 % de femmes) |
| **ONU – Donateurs – Chefs religieux** | ONU **–** 2 rep.  Donateur – 0  Chefs religieux **–** 2 | ONU : 7  Donateur : 1  Chefs religieux : 4 | ONU : 10  Donateurs : 5  Chefs religieux : 8 |
| **Représentants des organisations de la société civile** | 25 rep. d’OSC (organisations membres de l’ASC, toutes au niveau national, 4 rep. femmes) | 60 rep. d’OSC (15 au niveau du district) | 200 rep. d’OSC (50 % de femmes) |
| **Population mobilisée/sensibilisée** | 1. Suivi des réseaux sociaux 2. Participants à des événements organisés ou coorganisés par l’ASC (S&E de l’ASC) | | 1 000 via les réseaux sociaux (30 % de femmes)  300 personnes (25 % de femmes) | 2 000 via les réseaux sociaux (40 % de femmes)  1 000 personnes (25 % de femmes) | 10 000 via les réseaux sociaux (40 % de femmes)  5 000 personnes (25 % de femmes) |
| **Niveau de changement** | **Indicateur** | **Moyens de vérification** | | **Base de référence (2017)** | **Cible annuelle** | **Cible à long terme (5 ans)** |
| **Résultat(s)** | | | | | | |
| **Résultat 1** *(TdC du Réseau de la société civile SUN = Résultat 1)***:** Les pays SUN ont mis en place des plans de nutrition SMART, chiffrés, multiacteurs et multisectoriels, y compris dans les pays lourdement touchés par la malnutrition et frappés par des conflits | Nombre de politiques et de stratégies en place révisées par les ASC accordant une plus grande priorité à la nutrition. | Documents officiels sur les politiques/stratégies nationales | | 1 (plan national de nutrition) | P. ex. 2 politiques/stratégies : 1 politique nationale et 1 stratégie au niveau de la province (district de XY) | P. ex. 5 politiques/stratégies en 5 ans (atteignant 3 districts) |
| **Résultat/s intermédiaire/s** | | | | | | |
| **Résultat 1.1** *(TdC du Réseau de la société civile SUN = Résultat intermédiaire 1.4)* La société civile est considérée comme un acteur clé dans les processus de planification nationaux et façonne des plans nationaux de nutrition | Nombre de contributions/demandes/recommandations des ASC prises en compte dans les plans/politiques nationaux ou infranationaux (par exemple, contributions techniques, recommandations et mises en œuvre/applications correspondantes). | Procès-verbaux des réunions et projets de propositions/stratégies | | 5 contributions prises en compte en 2017 | P. ex. au moins 5 contributions  (exemples de types de contributions : budget révisé, sections de politiques/plans élaborées/révisées, révision/contribution pour garantir un bon ciblage, etc.) | P. ex. au moins 15 contributions dans les 5 politiques/stratégies (exemples de types de contributions : budget révisé, sections de politiques/plans élaborées/révisées, révision/contribution pour garantir un bon ciblage, etc.) |
| **Produit(s)** | | | | | | |
| 1.1.3 Mises à jour, briefings et recommandations stratégiques aux responsables politiques | Nombre de décideurs (nationaux/infranationaux) ayant reçu des briefings, des mises à jour, des recommandations (ventilés par sexe) | Registre des parties prenantes recevant des mises à jour (S&E de l’ASC) | | 10 décideurs politiques (de la plateforme multiacteurs nationale) | Niveau du district : 5 dont 3 décideurs et 2 dirigeants régionaux (2 femmes)  Niveau national : 10 | Plus de 50 (dont de nouveaux décideurs à informer) |

TABLE DES MATIÈRES

[Indicateurs suggérés à utiliser dans les rapports 6](#_Toc37072344)

[**Produits 1** 10](#_Toc37072345)

[**Résultat 2 : (Suffisamment de ressources et de financement) Des ressources internationales et nationales sont mobilisées pour financer l'intégralité des plans nationaux de nutrition (PNN)** 14](#_Toc37072346)

[**Produits 2** 15](#_Toc37072347)

[**Résultat 3 – (Meilleure redevabilité) Les parties prenantes clés (gouvernements, société civile, Nations Unies, donateurs et secteur privé) sont en bonne voie pour tenir leurs engagements et apportent une contribution tangible à la réduction de la malnutrition** 18](#_Toc37072348)

[**Produits 3** 19](#_Toc37072349)

[**Résultat 4 – (transversal) Une société civile forte contribuant aux interventions multiacteurs.** 22](#_Toc37072350)

[**Produits 4** 24](#_Toc37072351)

[**ANNEXE 1 - Indices** 30](#_Toc37072352)

# **Indicateurs suggérés à utiliser dans les rapports**

**BUT GLOBAL : D’ici à la fin de 2020, les pays SUN seront en voie d’atteindre les cibles des ODD et de l’AMS et d’importants progrès auront été accomplis pour réduire la malnutrition, la dénutrition et les retards de croissance**

**PORTÉE :** Chaque Alliance de la société civile et Réseau de la société civile fera rapport sur la « portée » en fonction de l’indicateur choisi pour les produits et les résultats. Les indicateurs de portée nous fournissent des informations très précieuses qui peuvent être liées à l’ampleur de l’impact. *Veuillez noter que tous les indicateurs ne devront pas être automatiquement ventilés par sexe*. *Nous suggérons d’inclure au moins deux indicateurs de résultats ventilés par sexe.*

**Indicateurs :** Veuillez sélectionner les indicateurs pertinents pour la stratégie de votre Alliance de la société civile. Veuillez noter que plusieurs options d’indicateurs sont proposées pour le même résultat/produit ; vous pouvez décider de n’en sélectionner qu’un ou plusieurs.

**Cibles** : sélectionner des cibles en fonction d’une intervention à long, moyen et court terme. Résultats intervention de 3 ans) ; résultats intermédiaires (intervention de 1 ou 2 ans, où vous pouvez déjà constater des progrès au bout d’un an) ; et produits (cibles trimestrielles).

**Indices** : un groupe d’indicateurs est utilisé pour constituer un « indice » qui est associé à une note, par exemple, la fonctionnalité de la plateforme multiacteurs, la gouvernance, la fonctionnalité de l’Alliance de la société civile. Veuillez noter que nous recommandons de sélectionner tous les indicateurs connexes afin de fournir autant d’informations que possible pour noter cet indice. Les indicateurs qui contribuent aux indices sont signalés par un astérisque « \* ».

**Portée :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Type de parties prenantes approchées** | **Ventilation : Sexe, emplacement, type** |
| **Population (bénéficiaires) aidée** *(par le biais de campagnes, de mobilisation sociale, de plaidoyer, de renforcement des capacités, de sensibilisation)* | Nombre d’individus ventilés par sexe. Indiquez le nombre d’hommes, de femmes, de jeunes hommes, de jeunes femmes, d’hommes vulnérables, de femmes vulnérables, de jeunes femmes vulnérables, de jeunes hommes vulnérables |
| **Parties prenantes approchées** *(par le biais de consultations de plateformes multiacteurs, d’examen de politiques et d’influence)* | Nombre de types de parties prenantes ventilées par sexe et s’il s’agit d’une représentation mondiale, régionale, nationale ou infranationale. Indiquer : le nombre de parties prenantes ventilées par H/F/Jeune H/Jeune F :  Universités ; ONU ; secteur privé ; médias ; OSC ; gouvernement ; religieux ; autres |
| **Société civile aidée** *(renforcement des capacités, coordination, consultations, campagne, assistance technique et autres)* | Nombre d’individus d’Alliances de la société civile/de réseaux de la société civile, ayant bénéficié d’événements mondiaux, régionaux, nationaux, infranationaux, de renforcements des capacités, de formations, d’assistance technique, ventilés par : sexe (H/F) ; âge ; infranational, national, régional, mondial |

**Résultat 1 – (Meilleure planification) Les pays SUN ont mis en place des plans de nutrition SMART, chiffrés, multiacteurs et multisectoriels, y compris dans les pays lourdement touchés par la malnutrition et frappés par des conflits**

|  |  |
| --- | --- |
| **Résultat 1 :** | **Indicateurs suggérés (lorsque plusieurs choix sont possibles, veuillez n’en sélectionner qu’un seul)** |
| 1) Les pays SUN ont mis en place des plans de nutrition SMART, chiffrés, multiacteurs et multisectoriels, y compris dans les pays lourdement touchés par la malnutrition et frappés par des conflits | * Niveau national : Nombre de politiques et de stratégies en place révisées par les ASC accordant une plus grande priorité à la nutrition ; (liste de données probantes supplémentaires d’interventions nutritionnelles nouvelles/renforcées incluses dans les politiques) * Niveau mondial : Pourcentage de plans nationaux de nutrition (PNN) qui montrent clairement qu’ils intègrent les contributions des ASC et qui mettent en particulier l’accent sur l’équité et les droits de l’homme. Niveau national : existence d’un PNN qui inclut les contributions des ASC sur *l’équité et les droits de l’homme* (fonds communs) * Niveau mondial : Pourcentage de plans nationaux de nutrition (PNN) qui montrent clairement qu’ils intègrent les contributions des ASC concernant les inégalités entre les sexes et l’autonomisation des femmes. Niveau national : existence d’un PNN qui inclut les contributions des ASC concernant l’inégalité entre les sexes et *l’autonomisation des femmes.* (fonds communs) * Nombre de plans infranationaux de nutrition en place (fonds communs) * Nombre de plans infranationaux de nutrition démontrant la clarté et la pertinence des priorités, des buts, des objectifs, des interventions et des programmes, sur la base d’une analyse solide de la situation (fonds communs) * Preuve de l’existence ou de l’amélioration de plans nationaux de nutrition démontrant la clarté et la pertinence des priorités, des buts, des objectifs, des interventions et des programmes, sur la base d’une analyse solide de la situation (cf. p. ex. en utilisant la liste de contrôle du PNN ou l’évaluation annuelle conjointe, démontrer la qualité du PNN et l’amélioration apportée en donnant une note ou en réalisant une évaluation rigoureuse) (fonds communs) |
| **Risques/hypothèses** | * La société civile a un espace de dialogue avec le gouvernement * Des plateformes multiacteurs existent et fonctionnent |
| **Résultat intermédiaire 1** |  |
| 1.1) Les gouvernements ont une meilleure connaissance des questions nutritionnelles clés et accordent la priorité à la nutrition dans leurs plans de développement. | * Nombre d’engagements écrits ou de déclarations publiques répondant aux demandes/recommandations des ASC * Pourcentage d’augmentation du nombre de bénéficiaires ciblés/aidés par l’intervention gouvernementale prévue au niveau national ou infranational suite à la mobilisation des ASC (si possible H/F, lieux) (ventilation des sexes) |
| 1.2) Des politiques, directives et lois nationales, régionales et internationales sont en place pour fournir un environnement propice à l’exécution des plans nationaux de nutrition multisectoriels. | * Nombre de politiques, de directives et de lois améliorées qui ont tenu compte des contributions des ASC *(veuillez garder une trace des contributions apportées, par exemple des contributions écrites, au cours de réunions/ateliers, par le biais de rapports ou de notes d’information)* |
| 1.3) La société civile travaille en collaboration avec différents secteurs et parties prenantes | * Nombre de régions/provinces/districts où les ASC fonctionnent de manière coordonnée et multisectorielle (par exemple, présence d’un plan de travail commun, d’initiatives conjointes) * Nombre de plateformes multiacteurs au niveau national et infranational auxquels l’ASC participe activement * Pourcentage d’augmentation de la quantité/qualité de l’aide apportée aux bénéficiaires grâce à une coordination efficace de la société civile et des plateformes multiacteurs au niveau national/infranational (ventilation par sexe). *(P. ex., augmentation du nombre de personnes qui ont bénéficié du programme WASH grâce à la planification stratégique de plateformes multiacteurs)* * Nombre de parties prenantes systématiquement invitées par la société civile à participer à des activités de planification et d’examen, notamment les autorités, les chefs religieux et culturels, les Nations Unies, le secteur privé, les médias, etc. dans tous les secteurs (ventilation par sexe) |
| 1.4) La société civile est considérée comme un acteur clé dans les processus de planification nationaux et façonne des plans nationaux de nutrition | * Nombre de contributions/demandes/recommandations des ASC prises en compte dans les plans/politiques nationaux ou infranationaux (par exemple, contributions techniques, recommandations et mises en œuvre/applications correspondantes) |

## **Produits 1**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Produits et indicateurs proposés pour le résultat 1  **« Les pays SUN ont mis en place des plans de nutrition SMART, chiffrés, multiacteurs et multisectoriels, y compris dans les pays lourdement touchés par la malnutrition et frappés par des conflits »** | | | |
|  | **Produits** | **Indicateurs suggérés (lorsque plusieurs choix sont possibles, veuillez n’en sélectionner qu’un seul)** |
| **Résultat intermédiaire 1.1** | 1.1.1 Les Alliances de la société civile (ASC) donnent aux Organisations de la société civile (OSC) locales et marginalisées, en particulier celles qui sont décentralisées, les moyens de contribuer aux plans et processus nationaux (fonds communs Produit 1.1) | * Nombre de tables rondes et de consultations organisées avec des OSC locales et marginalisées au niveau infranational pour leur permettre de contribuer aux plans et processus nationaux (fonds communs) * Nombre de participants aux tables rondes et aux consultations organisées avec des OSC locales et marginalisées au niveau infranational pour leur permettre de contribuer aux plans et processus nationaux (hommes, femmes, filles, garçons) (fonds communs) * Nombre de formations ou d’autres activités de renforcement des capacités visant les OSC locales et marginalisées pour leur permettre de contribuer au processus de planification nationale (fonds communs) * Nombre de participants à des formations ou à d’autres activités de renforcement des capacités visant les OSC locales et marginalisées pour leur permettre de contribuer au processus de planification nationale (fonds communs) (ventilation par sexe) * Preuve de participation du public lors d’événements communautaires. (Nombre de messages accompagnés de photos sur les réseaux sociaux officiels des bénéficiaires de subventions (tels que Twitter, Facebook) et les sites Web, et couverture médiatique sur les formations ou autres activités de renforcement des capacités visant les OSC locales et marginalisées) (fonds communs Produit 1.1.4) * Nombre de groupes de femmes ayant bénéficié de l’aide des ASC qui ont participé à des tables rondes et à des consultations au niveau infranational (fonds communs) (ventilation par sexe) |
| 1.1.2 Parlementaires formés et sensibilisés à la nutrition | * Nombre de parlementaires participant à la formation (ventilation par sexe) |
| 1.1.3 Mises à jour, notes d’information et recommandations stratégiques pour les responsables politiques | * Nombre de mises à jour, de notes d’information, de recommandations politiques élaborées * Nombre de décideurs (au niveau national/infranational) ayant reçu des notes d’information, des mises à jour, des recommandations (ventilés par sexe) |
| 1.1.4 Parlementaires sensibilisés, bénéficiant d’un renforcement de leurs capacités ou informés (au niveau national ou infranational) | * Nombre de parlementaires approchés (ventilés par sexe) |
| 1.1.5 Documents de données probantes et de recommandations produits et remis aux parlementaires ou aux autorités locales | * Nombre de documents d’information produits * Nombre de réunions avec les parlementaires/autorités locales pour partager ces informations (nationales ou infranationales – ventilés par sexe). |
| 1.1.6 Couverture médiatique sur les questions nutritionnelles clés (au niveau national ou infranational) | * Nombre de communiqués de presse, d’interviews à la radio, d’interviews/programmes télévisés, d’articles, d’enquêtes menées par les médias, etc. réalisés par les médias * Nombre de représentants du secteur des médias formés (ventilés par sexe) |
| 1.1.7 Citoyens mobilisés sur des questions nutritionnelles clés (au niveau national ou infranational) | * Nombre de participants aux manifestations (ventilés par sexe) * Nombre de citoyens participant à des campagnes/demandes lancées sur les réseaux sociaux (ventilés par sexe) * Nombre de participants signant des pétitions (ventilés par sexe) |
| 1.1.8 Les citoyens influencent les décideurs pour les sensibiliser aux grandes questions nutritionnelles (au niveau national et sous-national) | * Nombre de citoyens mobilisés (ventilés par sexe) * Nombre de décideurs politiques participant à des réunions avec des citoyens (ventilés par sexe) * Nombre de femmes et de jeunes issus de groupes vulnérables présentant leurs demandes aux décideurs |
| 1.1.9 Formation et sensibilisation de personnes influentes pour qu’elles deviennent des ambassadeurs de la nutrition (au niveau national et sous-national) | * Nombre de personnes formées/sensibilisées (ventilées par sexe et type (par exemple, parlementaires, communauté, artistes, etc.)) * Nombre d’interventions mises en œuvre par les ambassadeurs |
| 1.1.10 Activités de campagne au cours de la période précédant les élections afin de faire pression pour que les candidats incluent dans leur programme électoral des engagements en faveur de la nutrition (au niveau national ou infranational) | * Nombre de messages dans les programmes électoraux * Nombre d’événements publics entrepris * Nombre de décideurs politiques/leaders impliqués * Nombre de citoyens soutenant l’initiative (ventilés par sexe) * Nombre de membres de la société civile et d’autres parties prenantes soutenant l’initiative |
| 1.1.11 Les citoyens, principalement des femmes, des enfants, des adolescents des personnes vulnérables et marginalisées participent à des campagnes et à des formations visant à modifier les comportements, au sujet de leur droit à l’alimentation et à la nutrition et à participer aux processus politiques. | * Nombre de citoyens ventilés par sexe et par lieu participant aux formations (ventilées par thème/objectif de la formation) * Nombre de citoyens ventilés par sexe participant aux campagnes visant à modifier les comportements (ventilées par thème/objectif de la formation) * Nombre de manifestations (nationales ou infranationales) organisées sur le droit à l’alimentation et le droit à participer aux processus politiques des citoyens, principalement des femmes, des enfants, des adolescents, des personnes vulnérables et marginalisées |
|  |  |  |
| **Résultat intermédiaire 1.2** | 1.2.1 Ambassadeurs parlementaires de la nutrition et influenceurs clés (par exemple, chefs religieux, célébrités, représentants des communautés concernées) qui, grâce au travail des ASC, ont pu accroître le profil de la nutrition et influencer les législations et les politiques, la planification et la budgétisation de la nutrition (fonds communs) | * Nombre d’ambassadeurs parlementaires et d’influenceurs clés qui parlent de la nutrition dans les processus décisionnels clés liés à la législation, à l’élaboration des politiques, à la planification et à la budgétisation (fonds communs) * Nombre d’audiences et d’engagements parlementaires sur les questions de nutrition (fonds communs) * Nombre de contributions à des programmes/plateformes politiques qui comprennent des engagements en matière de nutrition avec le concours d’ASC du Mouvement SUN (fonds communs) |
| 1.2.2 Analyse des lacunes dans les législations ou dans les processus pour lutter contre les inégalités (par exemple, législation sur les substituts du lait maternel) | * Nombre d’analyses produites et soumises (par thème) * Nombre d’ASC signalant ou contribuant à des rapports sur les inégalités et la vulnérabilité de la population au niveau national ou infranational (fonds communs Produit 3.2.3) |
| 1.2.3 Collecte et analyse de données pour guider l’élaboration/la révision des politiques | * Nombre de résultats d’analyse diffusés |
| 1.2.4 Contribution à des consultations et à des tables rondes sur les politiques, p. ex. sur les indicateurs nationaux relatifs aux ODD | * Nombre de contributions apportées à la consultation politique * Nombre de consultations avec les représentants de la société civile |
| 1.2.5 Influence sur les directives et les cadres de pratiques exemplaires, p. ex. les directives de l’OMS, les ODD grâce à la participation des ASC aux forums mondiaux et régionaux. | * Nombre de notes d’information et de contributions produites pour les forums régionaux * Nombre de représentants d’ASC participant à des forums régionaux/mondiaux (ventilés par sexe et par événement) |
| 1.2.6 Relations établies avec des entreprises nationales (via un réseau d’entreprises) pour les conseiller sur les pratiques exemplaires et influencer les lignes directrices commerciales au niveau national | * Nombre d’entreprises/PME bénéficiant de conseils/consultations/séances de sensibilisation (ventilées par thème, type de secteur privé, niveau national ou infranational) * Nombre de personnes du secteur privé ayant bénéficié de consultations ou de séances de sensibilisation (ventilées par thème, sexe et taille du secteur privé) |
|  |  |  |
| **Résultat intermédiaire 1.3** | 1.3.1 Création de cartes présentant les principaux acteurs nationaux de la nutrition | * Nombre et type de parties prenantes cartographiées, ventilées par objectif (cartographie des capacités et des lacunes des OSC ou d’autres parties prenantes, portée des programmes ; investissements...) |
| 1.3.2 Cartographie d’un plan d’engagement pour dialoguer avec les acteurs de la nutrition | * Existence d’un plan d’engagement des parties prenantes (qui, quoi, pourquoi, comment, où) |
| 1.3.3 Plans conjoints multiacteurs élaborés au niveau national ou infranational | * Nombre de plans conjoints élaborés aux niveaux national et infranational * Nombre de parties prenantes ayant signé le plan (ventilées par organisation et par secteur) * Nombre de plans conjoints actuellement mis en œuvre |
|  |  |  |
| **Résultat intermédiaire 1.4** | 1.4.1 Résultats des plaidoyers et des analyses menées par les ASC utilisés par les décideurs pour orienter la législation nationale et infranationale, l’élaboration des politiques, la planification et la budgétisation (fonds communs) | * Nombre de plans nationaux et infranationaux (projets soumis au gouvernement pour approbation) qui intègrent clairement les contributions des ASC (fonds communs) * Nombre de plans infranationaux (projets soumis au gouvernement pour approbation) qui intègrent clairement les contributions des ASC (fonds communs) * Nombre de documents d’orientation préparés sur les questions de nutrition et soumis aux forums politiques (fonds communs Produit 1.3.3) * Nombre de documents d’orientation (produits par les ASC) utilisés pour la planification, la budgétisation ou la mise en œuvre de la nutrition (fonds communs Produit 1.3.3) * Preuve des positions de principe des ASC en rapport avec des changements d’orientations politiques spécifiques (nombre de rapports (rapports des médias, rapports officiels, documents d’information ou de synthèse) qui décrivent la position des ASC sur les changements d’orientation politiques en matière de nutrition) (fonds communs) * Nombre de manifestations et d’actions menées pour sensibiliser les femmes et les jeunes à leurs droits en matière d’alimentation et de nutrition (fonds communs) * Nombre de personnes touchées grâce à des manifestations et actions menées pour sensibiliser les femmes et les jeunes à leurs droits en matière d’alimentation et de nutrition (fonds communs) |
| 1.4.1 Plan d’action pour contribuer aux plans nationaux ou infranationaux | * Nombre de plans d’action (nationaux ou infranationaux) |
| 1.4.2 Espaces nouveaux ou élargis pour permettre à la SC de contribuer à la formulation du PNN, aux révisions définies/créées | * Nombre d’opportunités pour la SC d’influencer le PNN ou d’y contribuer |
| 1.4.3 Les citoyens vulnérables, marginalisés, les femmes, les jeunes participent/contribuent directement aux consultations/discussions sur le PNN | * Nombre de citoyens directement impliqués dans les consultations/discussions sur le PNN au niveau national ou infranational (ventilés par sexe, niveau national/infranational) |
| 1.4.4 Données collectées et études de cas produites et diffusées | * Nombre de nouveaux ensembles de données disponibles (par thème et au niveau national ou infranational) * Nombre d’études de cas fondées sur des données probantes produites et diffusées (par thème) |
| 1.4.5 Évaluation du plan national de nutrition en utilisant la liste de contrôle du PNN de SUN | * Évaluation réalisée * Évaluation diffusée |
| 1.4.6 Existence d’une vision, d’une stratégie et de plans de plaidoyer communs aux OSC membres de l’ASC | * Nombre d’OSC impliquées dans le processus de planification et d’élaboration/révision de la stratégie de plaidoyer (ventilées au niveau national et infranational) * Nombre d’OSC activement impliquées dans des activités de plaidoyer au niveau national et infranational * Nombre de formations, d’activités de sensibilisation pour les membres des OSC pour favoriser une vision commune * Nombre de participants aux formations/activités de sensibilisation (ventilés par sexe) * Stratégie et plan de travail de plaidoyer des OSC disponibles |

### 

## **Résultat 2 : (Suffisamment de ressources et de financement) Des ressources internationales et nationales sont mobilisées pour financer l’intégralité des plans nationaux de nutrition (PNN)**

|  |  |
| --- | --- |
| **Résultat 2 :** | **Indicateurs suggérés (lorsque plusieurs choix sont possibles, veuillez n’en sélectionner qu’un seul)** |
| Des ressources internationales et nationales sont mobilisées pour financer l’intégralité des plans nationaux de nutrition (PNN) (fonds commun) | * Niveau national : existence d’un PNN chiffré qui comble le déficit de financement mis en évidence par le travail des ASC et d’autres parties prenantes (fonds communs) * Niveau national : existence d’un PNN qui montre une réduction du déficit de financement par rapport au plan/financement précédent * Niveau mondial : pourcentage du PNN chiffré qui montre une réduction du déficit de financement par rapport au plan précédent (fonds communs) * Nombre de plans infranationaux de nutrition chiffrés qui répondent au déficit de financement (fonds communs) * Nombre de plans infranationaux de nutrition chiffrés en place (fonds communs) * Pourcentage d’augmentation des dépenses du gouvernement en faveur de la nutrition au niveau national (par rapport aux dépenses précédentes/par personne/ventilées par sexe si possible) * Pourcentage d’augmentation des dépenses du gouvernement en faveur de la nutrition au niveau infranational (par rapport aux dépenses précédentes/par personne/ventilées par sexe si possible) |
| **Résultat intermédiaire 2** |  |
| 2.1) Les budgets nationaux contiennent des postes budgétaires sensibles à la nutrition et spécifiquement axés sur la nutrition au niveau national et infranational, afin de financer les politiques et plans nationaux et de combler les déficits financiers | * Nombre de budgets qui comprennent des lignes budgétaires sensibles à la nutrition et spécifiquement axées sur la nutrition, conformément aux recommandations des ASC au niveau national ou infranational * Pourcentage d’augmentation des dépenses sensibles à la nutrition et spécifiquement axées sur la nutrition dans le budget national au niveau national et infranational (spécifier par personne ou globalement) |
| 2.2) Les gouvernements et les donateurs emploient une approche durable et coordonnée pour financer les plans nationaux de nutrition | * Nombre d’initiatives réussies pour le financement à long terme des PNN avec le soutien des ASC (par exemple, GFF, PPP, accords, ligne budgétaire pour la nutrition, etc.) |
| 2.3) Les ressources sont mobilisées par des organismes régionaux et internationaux pour aider à financer les plans nationaux de nutrition | * Augmentation des investissements dans les PNN par les parties prenantes régionales et mondiales suite à la mobilisation des ASC ($ d’investissement/type de parties prenantes/domaines d’investissement/bénéficiaires ciblés). |

## **Produits 2**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Produits et indicateurs proposés pour le résultat 2  **Les ressources internationales et nationales sont mobilisées pour financer l’intégralité des plans nationaux de nutrition** | | |
|  | **Produits** | **Indicateurs suggérés (lorsque plusieurs choix sont possibles, veuillez n’en sélectionner qu’un seul)** |
| **Résultat intermédiaire 2.1** | 2.1.1 Contribution de la société civile aux allocations et dépenses sensibles à la nutrition et axées sur la nutrition mises à disposition aux niveaux national et infranational, et analyse de ces allocations et dépenses en complément ou en collaboration avec toute analyse et révision budgétaire existantes | * Portée, qualité et utilisation des données financières issues des analyses menées par les ASC (en complément ou en tant que contribution) (fonds communs Produit 2.1.1) * Nombre de processus de formulation de politiques ou de plans nationaux ayant utilisé l’analyse budgétaire effectuée par les ASC, soit en complément, soit en tant que contribution (fonds communs Produit 2.1.1) |
| 2.1.2 Formation des OSC en matière de plaidoyer budgétaire | * Nombre de représentants d’OSC (ventilés par sexe) formés au plaidoyer budgétaire |
| 2.1.3 Des rapports d’analyse budgétaire infranationaux, nationaux et régionaux sont disponibles | * Nombre d’analyses budgétaires nationales effectuées par les ASC, soit en complément, soit en tant que contribution (fonds communs Produit 2.1.1) * Nombre de processus de formulation de politiques ou de plans infranationaux ayant utilisé l’analyse budgétaire effectuée par les ASC, soit en complément, soit en tant que contribution (fonds communs Produit 2.1.1) |
| 2.1.4 Ensemble de données et études de cas recueillies pour recenser, constater et chiffrer le coût des mesures nutritionnelles à fort impact | * Nombre d’ensembles de données (par thème) * Nombre d’études de cas (et thème) |
| 2.1.5 Les parlementaires se sont réunis et ont reçu les résultats de l’analyse budgétaire et des recommandations fondées sur des données probantes | * Nombre de parlementaires rencontrés et ayant reçu des éléments de preuves (ventilés par sexe et au niveau national et infranational) |
| 2.1.6 Entreprendre une intervention de plaidoyer budgétaire des ASC pendant tout le cycle budgétaire | * Nombre de produits de plaidoyer budgétaires élaborés * Nombre de personnes participant à des événements de plaidoyer budgétaire (ventilation par sexe et au niveau national et infranational et par type, par exemple, décideurs politiques, journalistes, citoyens, etc.) * Nombre d’événements (nationaux ou infranationaux) avec partage/suivi/célébration des engagements en matière de nutrition avec le public |
| 2.1.7 Les engagements en matière de nutrition sont rappelés et célébrés en public | * Nombre de personnes participant aux événements publics * Nombre de décideurs politiques répondant/participant à ces événements |
|  |  |  |
| **Résultat intermédiaire 2.2** | 2.2.1 La société civile aide les gouvernements et les partenaires locaux à accéder à des sources de financement innovantes, y compris à des fonds internationaux tels que le Mécanisme de financement mondial, The Power of Nutrition, les engagements financiers des ONG internationales, etc. | * Montant des fonds supplémentaires (nationaux) mobilisés grâce au soutien des ASC (fonds communs) * Montant des fonds supplémentaires (internationaux) mobilisés grâce au soutien des ASC (fonds communs) * Estimation des coûts des programmes ou interventions prioritaires (spécifiques ou sensibles à la nutrition) (fonds communs) * Estimations des écarts de financement basées sur l’analyse des coûts et des dépenses courantes (ventilation par interventions spécifiques ou sensibles à la nutrition) (fonds communs) * Estimations des écarts de financement (en %) basées sur l’analyse des coûts et des dépenses courantes (ventilation par interventions spécifiques ou sensibles à la nutrition) (fonds communs) |
| 2.2.2 Sensibiliser et intéresser davantage les donateurs aux stratégies et priorités nationales en matière de nutrition | * Nombre de donateurs mobilisés et sensibilisés |
| 2.2.3 Efforts de collaboration et actions intersectorielles entrepris pour veiller à ce que la nutrition fasse partie de l’établissement des budgets de développement au sens large et pour préconiser des mécanismes de financement novateurs, par exemple, par le biais de la taxation | * Type d’actions entreprises par nombre de partenaires dans tous les secteurs (ventilées par type d’action/ type d’organisation/ par secteur, par exemple nombre de partenaires travaillant sur la taxation) |
| 2.2.4 Efforts de collaboration et actions intersectorielles pour plaider en faveur de réformes de financement, p. ex. accroître les dépenses publiques de santé, instaurer la couverture sanitaire universelle | * Type de réformes demandées et nombre de partenaires plaidant ensemble en faveur de ces réformes (ventilés par type de partenaire et par niveau national/infranational). |
| 2.2.5 PPP réussi documenté en collaboration avec le secteur privé pour faciliter la reproduction. | * Nombre d’études de cas/meilleures pratiques de PPP documentées |
|  |  |  |
| **Résultat intermédiaire 2.3** | 2.3.1 Des représentants des ASC participent à d’importants forums et processus financiers pour faire pression en faveur d’engagements financiers (infranationaux, nationaux, régionaux et mondiaux) | * Nombre de représentants des ASC participant aux événements (ventilés par sexe et par événement) |
| 2.3.2 Représentants des ASC participant à des forums internationaux pour définir les priorités mondiales des donateurs | * Nombre de représentants des ASC participant aux événements (ventilés par sexe et par représentation (p. ex. communauté, ONG, ONGI) et par événement) |
| 2.3.3 ICAN et les ASC demandent aux donateurs de modifier leurs priorités pour financer les plans nationaux de nutrition | * Type et effets des actions conjointes de collaboration entreprises par les ASC et ICAN |
| 2.3.4 Les ASC participent à des manifestations régionales pour inciter les donateurs et les gouvernements à prendre des engagements financiers | * Nombre de représentants des ASC participant aux manifestations et nombre de manifestations régionales auxquels ces représentants ont participé (ventilation par sexe et représentation nationale/infranationale) * Nombre de donateurs/décideurs politiques effectivement contactés/ciblés par les ASC lors de ces événements |
| 2.3.5 Études de cas sur des mécanismes de financement novateurs et des mesures nutritionnelles à fort impact utilisées dans les rapports mondiaux | * Nombre et type d’études de cas (en référence au rapport mondial) |
|  |  |  |

## **Résultat 3 – (Meilleure redevabilité) Les parties prenantes clés (gouvernements, société civile, Nations Unies, donateurs et secteur privé) sont en bonne voie pour tenir leurs engagements et apportent une contribution tangible à la réduction de la malnutrition**

|  |  |
| --- | --- |
| **Résultat 3** | **Indicateurs suggérés (lorsque plusieurs choix sont possibles, veuillez n’en sélectionner qu’un seul)** |
| **3)** Les parties prenantes clés (gouvernements, société civile, Nations Unies, donateurs et secteur privé) sont en bonne voie pour tenir leurs engagements (p. ex., mobiliser les ressources et mettre en œuvre les plans de nutrition) et apportent une contribution tangible à la réduction de la malnutrition (fonds communs) | * Nombre de parties prenantes dans les pays qui rendent compte de leurs engagements (fonds communs) * Nombre de parties prenantes dans le pays qui ont pris des engagements et dont la mise en œuvre est en bonne voie (fonds communs) * Pourcentage de pays où les ASC sont activement engagées, qui font état de progrès dans la réduction de la malnutrition (fonds communs) * Pourcentage de pays où les ASC sont activement engagées, qui font état de progrès dans la lutte contre les inégalités entre les sexes (fonds communs) * Nombre de parties prenantes des ASC dans le domaine de la nutrition dans le pays qui rendent compte de leurs engagements (fonds communs) |
| **Résultat intermédiaire 3** | |
| 3.1) Les gouvernements réagissent aux pressions du public et doivent rendre des comptes sur leurs engagements en matière de nutrition et présenter des mises à jour régulières sur les progrès | * Augmentation de la quantité ou de la qualité des événements publics organisés pour présenter et discuter des progrès réalisés par rapport aux engagements (nombre d’événements ; exhaustivité des données présentées à chaque événement) * Couverture médiatique efficace sur la nutrition : nombre d’articles, d’infos, de messages qui ont stimulé l’action/la réponse des décideurs politiques, des dirigeants ou des citoyens * Hausse du pourcentage de femmes et de jeunes conscients de leurs droits à l’alimentation et à la nutrition, et nombre d’actions des ASC pour les aider à mobiliser les législateurs locaux ou nationaux et les autorités informelles * Nombre de citoyens mobilisés assistant à des déclarations ou au réexamen d’engagements publics (en personne ou virtuellement) ou réclamant de telles déclarations ou réexamens, p. ex. participation à des campagnes publiques, à des auditions publiques, à des campagnes radiophoniques ou virtuelles, etc. (ventilation par sexe) |
| 3.2) Les gouvernements ont une idée claire des progrès et des défis et sont en possession de données récentes pour améliorer et accélérer les plans de mise en œuvre. | * Nombre et type d’actions/délibérations du gouvernement basées sur des données fiables et actualisées, élaborées par/en collaboration avec les ASC * Nombre d’organismes et de personnes auxquels les ASC ont transmis des notes d’information, des données et des propositions visant à améliorer et à rendre opérationnel le PNN au niveau national et infranational (ventilation par sexe) * Meilleure qualité des données reçues par le gouvernement de la part des ASC concernant la redevabilité et les progrès réalisés dans le cadre des engagements existants (fonds communs Produit 3.3.1) |
| 3.3) Les gouvernements et les partenaires de mise en œuvre coordonnent efficacement les plans de nutrition et ont les capacités et les ressources pour les mettre en œuvre | * Nombre de plateformes multiacteurs fonctionnant efficacement au niveau national ou infranational. (Fonctionnement des plateformes multiacteurs : sélectionner les critères dans le tableau des indices de l’annexe 1) * Pourcentage d’augmentation de la quantité/qualité de l’aide apportée aux bénéficiaires grâce au fonctionnement efficace des plateformes multiacteurs au niveau national/infranational (ventilation par sexe) *(p. ex., augmentation du nombre de personnes qui ont bénéficié du programme WASH grâce à la planification stratégique de plateformes multiacteurs)* * Nombre de bénéficiaires tirant profit d’une meilleure coordination et d’une meilleure capacité de mise en œuvre des OSC, des organisations communautaires, des organisations confessionnelles, des responsables religieux ou culturels, du secteur privé, des petites et moyennes entreprises, des responsables de la mise en œuvre, etc. au niveau infranational ou national (ventilation par sexe), p. ex., portée accrue ; portée multisectorielle |
| 3.4) Le secteur privé est tenu de rendre des comptes et respecte la législation nationale et les pratiques exemplaires | * Augmentation du nombre d’organisations du secteur privé (ventilées par catégorie et type : grandes, moyennes, petites) qui se conforment aux directives nationales et mondiales (AMS) en matière de nutrition. * Nombre et type de législations nouvelles ou améliorées sur l’intervention du secteur privé en matière de nutrition, y compris les recommandations des ASC * Type de processus de respect de la conformité améliorés grâce aux efforts des ASC |

## **Produits 3**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Produits et indicateurs proposés pour le résultat 3  ***Les parties prenantes clés (gouvernements, société civile, Nations Unies, donateurs et secteur privé) sont en bonne voie pour tenir leurs engagements (p. ex., mobiliser les ressources et mettre en œuvre les plans de nutrition) et apportent une contribution tangible à la réduction de la malnutrition*** | | |
|  | **Produits** | **Indicateurs suggérés (lorsque plusieurs choix sont possibles, veuillez n’en sélectionner qu’un seul)** |
| Résultat intermédiaire 3.1 | 3.1.1 Établissement de rapports tirés des fiches d’évaluation et d’autres mécanismes de redevabilité | * Nombre de rapports établis |
| 3.1.2 Les ASC participent aux mécanismes de redevabilité mondiaux tels que les rapports, la base de données des engagements, les événements publics. | * Nombre de mécanismes de redevabilité mondiale utilisés par les ASC |
| 3.1.3 Analyse budgétaire et plaidoyer entrepris par les ASC au niveau national ou infranational | * Nombre d’analyses budgétaires entreprises par les ASC au niveau national et infranational * Nombre de diffusions publiques des résultats à des fins de sensibilisation * Nombre de parties prenantes mises au courant des résultats de l’analyse budgétaire et des recommandations (ventilation par sexe, type de partie prenante et niveau national/infranational) |
| 3.1.4 Les ambassadeurs gouvernementaux de la nutrition sont célébrés et récompensés | * Nombre d’ambassadeurs récompensés (ventilation par sexe, type de parties prenantes et niveau national ou infranational) |
| 3.1.5 Représentants des ASC s’exprimant lors d’événements régionaux et mondiaux pour assurer le suivi des engagements gouvernementaux | * Nombre de représentants des ASC impliqués (ventilation par sexe) * Nombre d’événements (en face à face ou virtuels) avec représentation des ASC |
| 3.1.6 Couverture médiatique générée par les médias publics pour demander des comptes au gouvernement | * Nombre d’articles, de spots radio ou télévisés, d’interviews et de messages sur les réseaux sociaux générés au niveau infranational, national, régional et mondial |
| 3.1.7 Les citoyens ont bénéficié de formations et d’une campagne de sensibilisation sur l’engagement du gouvernement | * Nombre de personnes ayant bénéficié de formations (ventilées par thème, sexe, type de partie prenante et niveau national et infranational) * Nombre de personnes touchées grâce aux campagnes publiques (ventilées par thème, sexe, type de partie prenante et niveau national et infranational) |
| 3.1.8 Réalisation d’activités de mobilisation publique pour exiger que les gouvernements respectent leurs engagements | * Nombre d’événements de mobilisation du public pour demander aux gouvernements de rendre compte de leurs engagements |
| 3.1.9 Les ASC soutiennent les ambassadeurs parlementaires pour demander des comptes au gouvernement sur les engagements en matière de nutrition | * Nombre de parlementaires activement engagés (ventilés par sexe, au niveau national et infranational) |
| Résultat intermédiaire 3.2 | 3.2.1 Production d’une évaluation des lacunes dans les données générées au niveau national ou infranational | * Nombre d’analyses des lacunes dans les données (par thème) |
| 3.2.2 Des notes d’information sur le plaidoyer portant sur l’amélioration des modalités de collecte/partage des données sont élaborées et diffusées | * Nombre de recommandations visant à combler les lacunes en matière de données partagées avec les autorités et les principales parties prenantes |
| 3.2.3 Ensembles de données désagrégées collectées au niveau national/infranational, notamment parmi les groupes exclus et vulnérables, pour suivre les progrès réalisés par rapport aux engagements | * Nombre d’ensembles de données disponibles |
| 3.2.4 Données collectées diffusées dans les médias pour mettre en évidence les défis ou les progrès actuels au niveau national et infranational | * Nombre de communiqués de presse diffusant des données actualisées/les progrès |
| 3.2.5 Les décideurs politiques sont informés des progrès actuels grâce aux données recueillies | * Nombre de décideurs politiques ayant reçu des données (ventilés par ministre et par sexe) * Nombre d’ASC qui ont fourni des données et des contributions de qualité sur la redevabilité et les progrès réalisés par rapport aux engagements existants (fonds communs Produit 3.3.1) |
| 3.2.6 Les groupes exclus et les populations vulnérables sont engagés dans des processus de plaidoyer pour mettre en évidence l’absence de progrès/les principaux défis/solutions | * Nombre de personnes engagées dans des activités de plaidoyer participatives (ventilées par sexe, par type de groupe et par niveau national ou infranational) |
| 3.2.7 Donateurs et représentants des gouvernements mis au courant des résultats du suivi budgétaire ; des fonds sont libérés en temps voulu | * Nombre de donateurs et de gouvernements informés (ventilés par type et par sexe, au niveau national ou infranational) |
| Résultat intermédiaire 3.3 | 3.3.1 Mise à jour de la cartographie des compétences et des interventions des OSC | * Mise à jour du document de cartographie des OSC disponible |
| 3.3.2 Représentants des ASC participant à des plateformes multiacteurs nationales et infranationales | * Nombre de plateformes multiacteurs dans lesquelles les ASC sont systématiquement impliquées au niveau national/infranational |
| 3.3.3 Collecte, validation et diffusion du retour d’information des communautés sur les services nutritionnels | * Nombre de résultats d’évaluations communautaires disponibles |
| 3.3.4 Les Alliances de la société civile placent les membres des OSC au premier plan, leur permettant de contribuer activement aux plateformes de coordination et de prise de décision multisectorielles et multiacteurs au niveau national et infranational (fonds communs Produit 3.1)) | * Nombre de plateformes nationales ou infranationales qui mettent en avant les contributions des ASC (fonds communs) * Qualité des plateformes nationales ou infranationales qui mettent en avant les contributions des ASC (fonds communs). (note de fonctionnalité des plateformes multiacteurs) * Nombre de campagnes de changement de comportement organisées dans les communautés marginalisées grâce au soutien aux OSC locales (fonds communs) * Nombre de personnes touchées par les campagnes de changement de comportement (ventilées par sexe) (fonds communs) * Nombre de personnes issues de communautés marginalisées qui ont participé à des campagnes ou à des événements visant à modifier les comportements afin d’influencer la prise de décision et la coordination (ventilées par sexe) (fonds communs) |
| Résultat intermédiaire 3.4 | 3.4.1 Sensibiliser davantage le public aux codes et à la législation via les médias et la communication relative aux changements comportementaux | * Nombre de personnes touchées grâce à une campagne de sensibilisation (ventilées par sexe si possible, et niveau national et infranational) |
| 3.4.2 Personnes formées sur les « mauvaises pratiques » du secteur privé et les conflits d’intérêts | * Nombre de personnes formées (ventilées par sexe et niveau national/infranational) |
| 3.4.3 Recueil des violations des codes et de la législation | * Nombre de violations recueillies * Nombre d’études de cas produites |
| 3.4.4. Personnes touchées par le biais de campagnes publiques pour forcer les entreprises à se conformer aux lignes directrices | * Nombre de personnes touchées (ventilées par sexe, niveau national/infranational et par type de médias) |
|  |  |  |

## **Résultat 4 – (transversal) Une société civile forte contribuant aux interventions multiacteurs.**

|  |  |
| --- | --- |
| **Résultat 4 – Questions transversales** | **Indicateurs suggérés (lorsque plusieurs choix sont possibles, veuillez n’en sélectionner qu’un seul)** |
| Le Réseau de la société civile SUN encourage la constitution et la bonne gestion d’alliances de la société civile nationales fortes, crédibles et influentes qui contribuent efficacement aux mesures multiacteurs de renforcement de la nutrition. | * Pourcentage d’ASC financées qui augmentent leur note en termes de fonctionnalité – ASC qui améliorent leur note d’auto-évaluation de la gouvernance (fonds communs) |
| **Résultat intermédiaire 4.1** | |
| 4.1. Le Réseau de la société civile influence les gouvernements, le secteur privé et les donateurs (parties prenantes clés) au niveau international et régional. | * Pourcentage des ASC dont les demandes présentées au niveau international/régional ont été examinées * Nombre et qualité des actions de suivi après l’événement (par partie prenante et résultats) * Nombre d’engagements pris ou de mesures prises par les décideurs conformément aux demandes des Réseaux de la société civile * Nombre de mentions qui reflètent, lors des forums mondiaux, un changement d’attitude de la part des principaux décideurs, conformément aux demandes ou priorités des ASC * Nombre d’engagements, conformément aux demandes des RSC, transposés en plans nationaux de nutrition |
| 4.2. Les principales parties prenantes (décideurs, Nations Unies, secteur privé et autres ONG) reçoivent des données factuelles pour élaborer des plans de nutrition éclairés | * Nombre et types de parties prenantes qui tiennent compte des contributions des RSC et des ASC dans leurs plans. * Nombre et types de parties prenantes qui ont amélioré leurs plans de nutrition (plan de travail, budget, stratégie) suite au renforcement des capacités et des actions de sensibilisation des ASC. * Nombre de documents d’orientation et d’outils produits par le RSC (études de cas, recherche, notes d’information) partagés avec les principales parties prenantes pour influencer la planification de la nutrition (ventilés par thème) * Nombre de mentions par les parties prenantes clés de documents produits par le RSC lors de forums mondiaux |
| 4.3. Coordination et redevabilité accrues au sein de la communauté mondiale de la nutrition, y compris d’autres réseaux sectoriels, grâce au leadership de la société civile. | * Pourcentage des ASC contribuant efficacement à la planification/l’examen conjoint des plateformes multiacteurs au niveau mondial et régional (l’« efficacité » étant mesurée comme suit : nombre de plans conjoints élaborés avec la participation des ASC au niveau mondial/régional/national/infranational ; nombre de réunions de planification/révision tenues avec la participation des représentants des ASC ; nombre de plans des plateformes multiacteurs assortis de cibles SMART et rapport d’avancement actualisé par rapport à ces cibles) * Augmentation du nombre d’institutions ayant des cibles SMART en matière de nutrition qui partagent/évaluent les progrès (mesurés comme suit : nombre et type d’institutions ayant des cibles nutritionnelles SMART et un rapport d’avancement ; nombre d’événements publics où les progrès ont été partagés pour discussion/examen/planification) * Nombre de mécanismes de révision nationaux (par ex : participation au processus de révision nationale des ODD) auxquels les ASC du Mouvement SUN ont participé et fourni des contributions de qualité (fonds communs Produit 3.2.2) * Développement d’un mécanisme de redevabilité mondiale qui intègre les demandes des RSC * Nombre d’autres réseaux sectoriels qui font de plus en plus référence à la nutrition en raison des contributions du Réseau de la société civile SUN, au niveau mondial |
| 4.4 Le Réseau de la société civile du Mouvement SUN fonctionne efficacement et a mis en place une structure de gouvernance et des processus clairs pour soutenir les ASC | * Amélioration de la note des RSC en matière de gouvernance (voir note de gouvernance des RSC), y compris intégration de la dimension de genre * Plan de collecte de fonds *in situ* pour assurer la pérennité du secrétariat * Les processus de gouvernance (renouvellement et termes de référence) sont respectés |
| 4.5. Les ASC du Mouvement SUN fonctionnent efficacement grâce à une structure de gouvernance solide et à un financement durable assuré | * Amélioration de la note des ASC en matière de gouvernance (voir indice de gouvernance des ASC) – y compris intégration de la dimension de genre * Nombre d’alliances actuellement financées * Pourcentage d’alliances qui ont mis en place des structures de gouvernance |
| 4.6. Les ASC du Mouvement SUN mettent en œuvre leurs plans d’alliance nationaux | * (pour les RSC) nombre d’ASC en bonne voie de réalisation de leur plan de travail et de leurs cibles annuelles   Ou   * (pour les ASC) pourcentage de progrès dans la réalisation des cibles/du plan de travail des ASC |

## **Produits 4**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Produits 4** | |
|  | **Produits/activités transversaux** | **Indicateurs suggérés (lorsque plusieurs choix sont possibles, veuillez n’en sélectionner qu’un seul)** (Indicateurs concernant le Secrétariat mondial du RSC) |
| Résultat intermédiaire 4.1 | 4.1.1. La société civile guide le développement de campagnes mondiales et régionales et y participe | * Nombre d’événements clés auxquels le RSC et les ASC sont représentés au niveau international et régional pour influencer les politiques et les pratiques en matière de nutrition * Nombre de campagnes mises en œuvre par des membres du RSC (jeunes et ASC)   Nombre de cas où les membres du RSC ont orienté l’élaboration de campagnes liées à la nutrition qui ont abouti à la prise en compte des recommandations de la société civile |
| 4.1.2. Les membres des ASC, en particulier les jeunes, participent à des actions de sensibilisation au niveau mondial et régional | * Nombre d’événements de plaidoyer mondiaux ou régionaux avec la participation des jeunes ou de la société civile (ventilés par niveau international, régional si possible) |
| Résultat intermédiaire 4.2 | 4.2.1. Des études de cas, des notes d’orientation et des études sont élaborées et partagées, sur les domaines thématiques clés | Nombre d’études de cas/de notes d’information élaborées et disponibles (ventilées par thème) |
| 4.2.2. Une analyse des **lignes directrices** et des cadres **globaux** est réalisée et accompagnée d’exemples de mise en œuvre | * Nombre de documents d’orientation produits sur les principaux cadres mondiaux reflétant les meilleures pratiques, les défis et les opportunités |
| 4.2.3. Les expériences des alliances de la société civile (et des ambassadeurs de la jeunesse) sont mentionnées dans des rapports mondiaux, travaux de réflexion et autres matériels de communication influents (lien avec les fonds communs 3.3). | * Nombre de rapports mondiaux et de documents de réflexion publiés présentant des études de cas des ASC |
| * Nombre de représentants des ASC qui participent à des campagnes mondiales ou régionales * Nombre de campagnes régionales ou mondiales auxquelles participent les ASC (nombre et noms des campagnes) * Nombre des OSC infranationales qui fournissent aux ASC les contributions de qualité nécessaires pour guider les mécanismes de présentation de rapports nationaux ou mondiaux, par exemple le rapport annuel d’avancement du mouvement SUN, le rapport mondial sur la nutrition (fonds communs Produit 3.3.1) * Nombre des rapports reçus des OSC infranationales utilisés par les ASC pour guider les mécanismes de présentation de rapports nationaux ou mondiaux, par exemple le rapport annuel d’avancement du mouvement SUN, le rapport mondial sur la nutrition (fonds communs Produit 3.3.2) * Nombre de rapports ou d’articles publiés incluant des expériences du RSC (ASC et jeunes), soutenus par le Secrétariat du RSC |
| 4.2.4 Les études de cas du RSC sont promues en ligne et par l’intermédiaire des médias (également par le biais du prix de l’innovation et de la recherche du Réseau de la société civile du mouvement SUN) | * Diffusion et adaptation des lignes directrices des Nations Unies pour les plans nationaux de nutrition à l’usage des ASC |
| * Nombre de mentions dans les médias d’expériences des ASC, p. ex. blogs, pages Web, etc. * Estimation de la couverture atteinte (nombre de personnes accédant à l’information ou la partageant sur les réseaux sociaux ou au moins avec un public mondial, régional, national ou infranational) |
| * Élaboration de recommandations sur la mise en œuvre/le suivi du code de commercialisation des substituts du lait maternel et de résolutions connexes des ASC |
| Résultat intermédiaire 4.3 | 4.3.1. Le Réseau de la société civile du Mouvement SUN/les Alliances de la société civile du mouvement SUN collaborent efficacement avec des coalitions et des réseaux d’autres secteurs | * Nombre d’initiatives/plans communs avec les coalitions externes de SUN (nombre, type de coalition, type d’action/plan) |
| 4.3.2. Le RSC du mouvement SUN contribue à l’orientation stratégique du Mouvement SUN en collaborant efficacement avec d’autres réseaux de SUN et un plan conjoint a été établi documentant les principaux rôles et responsabilités | * Disponibilité d’un plan de travail conjoint finalisé entre le Réseau de la société civile SUN et d’autres réseaux SUN * Élaboration d’orientations sur l’engagement avec le secteur privé conformément aux principes d’engagement élaborés et diffusés dans le réseau * Existence d’un plan de réseau commun qui inclut les priorités du RSC * Nombre d’études de cas/plans de travail nationaux conjoints élaborés en partenariat avec d’autres réseaux SUN * Pourcentage des ASC qui contribuent régulièrement aux processus SUN |
| 4.3.3. La société civile contrôle et fait rapport sur le respect des principes d’engagement du Mouvement SUN par les membres du secteur privé | * Nombre d’actions entreprises par le secteur privé pour appliquer les principes d’engagement du mouvement SUN * Nombre d’exemples de défis et d’opportunités signalés par les alliances concernant l’engagement du secteur privé |
| 4.3.4 Le RSC contribue aux mécanismes de redevabilité mondiaux et régionaux pour assurer la transparence et la centralisation des rapports sur les cibles de l’AMS et de l’ODD2 | * Stratégie visant à influencer les rapports mondiaux sur l’ODD2 et l’AMS élaborée avec le comité directeur |
| * Preuve de la contribution des ASC à l’établissement de rapports sur les cibles de l’ODD2 et de l’AMS * Nombre d’études de cas ou de documents faisant état des progrès réalisés dans la réalisation des cibles de l’ODD/l’AMS * Nombre de groupes de travail auquel le RSC participe. |
| Résultat intermédiaire 4.4 | 4.4.1. Le RSC/l’ASC SUN a mis en place une stratégie de communication efficace | * Développement et mise en œuvre d’une stratégie de plaidoyer et de communication du RSC/de l’ASC * Nombre de professionnels des médias formés (ventilés par sexe et par lieu) * Nombre de représentants des OSC (ventilés par sexe et par niveau national/infranational) formés à la communication * Nombre de rapports d’avancement des ASC au niveau national (ou leurs versions résumées) distribués à leurs membres infranationaux pour les motiver et les inciter à s’impliquer (fonds communs Produit 3.3.1) * Nombre d’ateliers/événements au niveau infranational dans lesquels les rapports d’avancement des ASC au niveau national ont été discutés pour motiver leurs membres et les inciter à s’impliquer (fonds communs Produit 3.3.1) * Nombre de nouveaux abonnés au compte Twitter du Réseau de la société civile SUN * Nombre de consultations du site Web (ventilées par page) * Nombre de personnes qui ont reçu des communications du Réseau de la société civile de SUN par e-mail |
| 4.4.2. Un système centralisé de gestion de l’information pour suivre les effets et les progrès du Secrétariat et du réseau au sens large est opérationnel | * Création et lancement du site Web du RSC du mouvement SUN en trois langues (français, espagnol, anglais) * Nombre de mises à jour du RSC/ASC partagées avec les membres et les personnes extérieures (p. ex., bulletins d’information ou mises à jour en ligne via les réseaux sociaux/site Web, etc.) * Le Secrétariat du RSC dispose d’un système de mise à jour et de publication de rapports en ligne pour suivre les progrès des ASC * Nombre de membres du réseau qui utilisent la base de données du RSC du Mouvement SUN |
| 4.4.3 Une structure de gouvernance efficace et transparente est maintenue pour financer le Secrétariat de manière durable | * Une stratégie de collecte de fonds est en place * Taux de participation du comité de pilotage aux réunions du comité de pilotage (%) |
| 4.4.4. Des structures régionales de coordination des alliances de la société civile sont en place | * Nombre de réunions et appels au niveau régional * Nombre de groupes régionaux bénéficiant d’un financement * Participation des ASC aux discussions, réunions et activités régionales. |
|  |  |
|  |
|  |
| Résultat intermédiaire **4.5** | **4.5.1. Les Alliances de la société civile ont des termes de référence, des processus d’adhésion et une structure de gouvernance fonctionnelle globale bien définis** (\*contribuent à l’indice de gouvernance) | * Comité de pilotage/comité exécutif en place et opérationnel\* * Nombre d’hommes et de femmes membres du comité directeur de l’ASC\* * Mise à jour de la liste des membres, y compris les compétences des OSC, leur emplacement, leur taille, leur intervention et leur contribution à l’Alliance\*. * Nombre de membres des OSC, ventilés par organisations communautaires et confessionnelles, ONG, ONGI, coalitions, universités, etc.\* * Nombre de réunions de coordination/collaboration des ASC au niveau national/infranational ou virtuel : nombre de réunions du comité de pilotage/conseil d’administration ; nombre d’assemblées générales annuelles organisées ; nombre de réunions de coordination organisées au niveau du district/de la province\* * Code de conduite des membres élaboré et signé par les membres\* * Processus d’adhésion en place\* * Pourcentage d’augmentation du nombre de membres\* * Engagement accru des membres des OSC dans les activités de l’ASC (participation accrue aux événements, temps consacré, financement engagé pour les activités de nutrition)\* * Mise en place et application d’une politique d’autonomisation des femmes et d’égalité des chances \* * Nombre de femmes, d’hommes (jeunes ?) dans les organes de décision de l’ASC (niveau national/infranational)\* * Nombre de plateformes de coordination décentralisées des OSC en place (ventilées par province, district, communauté) \* * La structure décentralisée des ASC est opérationnelle (tenue de réunions, contribution aux plateformes multiacteurs, mise en œuvre de leur plan de travail) * Des lignes directrices révisées sur la gouvernance sont élaborées et communiquées aux ASC * Pourcentage des ASC ayant une structure infranationale en place * Pourcentage des ASC ayant des termes de référence, des processus d’adhésion et une structure de gouvernance en place * Pourcentage des alliances présentant une parité hommes-femmes au sein du comité de pilotage |
| **4.5.2. Les plans des ASC sont en place pour assurer leur viabilité financière et sont opérationnels** (\*contribuent à l’indice de gouvernance) | * Nombre d’opportunités et de propositions de financement soumises par les ASC/OSC * Nombre d’opportunités de financement pour les membres des OSC/ASC facilitées par le RSC ou l’ASC * Disponibilité de financement des ASC pour les 6 à 8 mois à venir. Sélectionnez l’une des options suivantes : en danger, couvrant le fonctionnement de base de la gouvernance, couvrant la gouvernance et les opérations au niveau national, couvrant les opérations au niveau national et infranational, couvrant la gouvernance et les opérations de l’Alliance pour plusieurs années \* * Nombre des ASC ayant des plans de collecte de fonds en place * Nombre de propositions soumises par les ASC qui ont été retenues |
| 4.5.3. Les alliances de la société civile ont mis en place des processus opérationnels de gestion des risques, notamment en ce qui concerne les conflits d’intérêts et la capacité d’accéder à des conseils juridiques. (\*contribuent à l’indice de gouvernance) | * Les ASC/OSC peuvent accéder à des conseils et à un soutien juridiques * Les ASC/OSC élaborent, signent et appliquent des politiques et formulaires sur les conflits d’intérêts\* * Les ASC ont une politique de résolution des conflits et l’appliquent\* * Nombre d’actions entreprises en matière de conflits d’intérêts et de résolution de conflits\* |
| 4.5.4. Les alliances de la société civile ont mis en place des cadres MEAL efficaces et opérationnels (\*\*contribuent à l’indice de fonctionnalité) |  |
|  |
| * Nombre de cadres de renforcement des capacités et d’assistance technique MEAL fournis aux ASC/OSC * Les ASC ont mis en place une stratégie MEAL opérationnelle\* * Système de gestion des données MEAL en place et opérationnel\* * Les ASC ont une théorie du changement à long terme ou un cadre logique avec des indicateurs de performance\* * Les ASC ont des cibles annuelles et à long terme\* * Les ASC ont sélectionné un ensemble d’indicateurs standard et font des rapports au niveau mondial\* * Mécanisme interne de publication de rapports des ASC en place et opérationnel (progrès annuels communiqués à tous les membres) (fonds communs) |
| * Nombre d’évaluations participatives réalisées (face à face, virtuelles) |
| * Recueil des meilleures pratiques des ASC/OSC diffusé au sein de l’Alliance * Nombre de résumés d’impact pour les ASC élaborés et diffusés |
| * Boîte à outils MEAL élaborée et déployée * Outils de collecte des données créés |
| * Déploiement et analyse de l’enquête annuelle sur les OSC (pour connaître l’engagement, les réalisations, les besoins au sein de l’Alliance, etc.) * Progrès des ASC par rapport au plan de travail et aux cibles pluriannuelles disponibles |
| Résultat intermédiaire 4.6 | 4.6.1. La stratégie de plaidoyer des Alliances de la société civile est en place et opérationnelle (\*\*contribue à l’indice de fonctionnalité) | * Nombre d’ASC qui ont élaboré et mis en œuvre des stratégies nationales de plaidoyer et des processus de planification * Nombre de représentants des OSC (ventilés par sexe et par niveau national/infranational) formés au plaidoyer * Pourcentage d’ASC ayant mis en place des plans pluriannuels, qui exposent clairement leur contribution aux plans nationaux de nutrition |
| 4.6.2. L’assistance technique est facilitée efficacement afin de mettre en œuvre les plans stratégiques des Alliances de la société civile | * Compilation d’un catalogue d’assistance technique et de compétences/expertises, y compris l’expertise du comité de pilotage et des membres de l’ASC ainsi que le soutien des membres au Secrétariat du RSC * Liste des membres ayant la capacité et la volonté d’offrir un accompagnement * Nombre de demandes d’assistance technique d’OSC reçues/traitées * Nombre de représentants d’OSC (ventilés par sexe et par niveau national/infranational) bénéficiant d’un renforcement des capacités sur des sujets spécifiques (organisé par l’Alliance, par exemple, programmes de protection sociale, WASH, intervention intégrée en matière de nutrition, etc.) |
| 4.6.3. Une bibliothèque d’outils et de lignes directrices sur les grands domaines thématiques est développée et mise à jour | * Nombre de conseils techniques entre pairs fournis * Nombre de ressources téléchargées du site Web du Réseau de la société civile SUN (ventilées par thème) * Pourcentage d’alliances utilisant des ressources/outils qui font état d’un retour positif * Élaboration d’un stockage des ressources |
| 4.6.4. Des échanges d’apprentissage mutuel entre les ASC et au sein du réseau ont eu lieu | * Les systèmes de demande d’assistance technique et d’évaluation de la mise en œuvre sont en place et utilisés avec succès pour fournir une assistance technique |
| * Nombre d’événements d’échange d’apprentissage organisés au niveau infranational, national et international et nombre de participants (ventilation par sexe) * Nombre d’initiatives d’apprentissage menées (séminaires, ateliers, apprentissage entre pairs, échanges d’apprentissage, etc.) |

## **ANNEXE 1 - Indices**

|  |  |
| --- | --- |
| **Indices de performance\*** | |
| Indice de gouvernance des RSC et ASC (score à définir) – voir produit 4.2.2.1. | Les indicateurs contrôlés au produit 4.2 font référence à la gouvernance et à la fonctionnalité de l’ASC/RSC.  Tous les RSC et ASC sont priés d’accorder une place prioritaire à ces indicateurs (ceux qui sont accompagnés d’un astérisque « \* »).  Au niveau des résultats intermédiaires, les RSC/ASC rendront compte des résultats en utilisant un « indice » dont la note est attribuée en fonction du résultat des indicateurs spécifiques (1 point pour chaque indicateur dont la performance est positive. Veuillez noter que la pondération des différents indicateurs est encore en cours de discussion, n’hésitez pas à faire part de vos suggestions). |
| Indice de fonctionnalité des ASC (pour le Mouvement SUN) – en cours de révision | L’indice de fonctionnalité est utilisé pour orienter le système MEAL du mouvement SUN (« Environnement favorable ») sur le statut de chaque réseau au niveau national.  1. Création d’une alliance/coalition de la société civile (informations tirées du point 4.5.1 et de l’enquête annuelle)  2. Comité de pilotage/comité exécutif en place (informations tirées du point 4.5.1 et de l’enquête annuelle)  3. Structure de coordination infranationale/décentralisée en place (informations tirées du point 4.4.5 et de l’enquête annuelle)  4. Financement assuré au moins pour le premier semestre\* (informations tirées du point 4.5.2 et de l’enquête annuelle)  5. Engagement des plateformes multiacteurs (informations tirées du point 1.3, 1.4 et 4.4.5 et de l’enquête annuelle)  6. Stratégie de l’ASC\* (informations tirées du point 4.6 et de l’enquête annuelle)  En interne, nous envisageons des indicateurs supplémentaires qui donnent une idée de la fonctionnalité. Ils sont représentés ici par deux astérisques « \*\* » |
| Indice de fonctionnalité des plateformes multiacteurs (à confirmer) | *Pour chaque plateforme multiacteurs, les ASC devraient pouvoir évaluer (en cours de développement)*   * Existence d’objectifs pour les plateformes multiacteurs et de cibles mesurables * Existence d’un plan de travail pour les plateformes multiacteurs * Mise en œuvre du plan de travail * Les progrès réalisés par rapport au plan de travail sont systématiquement communiqués et enregistrés dans les plateformes multiacteurs * Participation des OSC à la réunion (toujours/quelques fois/jamais) * Les recommandations/suggestions des OSC sont discutées et incluses dans les délibérations de la plateforme multiacteurs * Des processus de conflits d’intérêts et de résolution des conflits sont en place et appliqués selon les besoins (informations tirées du point 4.5.1 et de l’enquête annuelle) * Équilibre entre les sexes (H/F ou représentation des jeunes) * Mécanismes de redevabilité des plateformes multiacteurs * Environnement d’apprentissage – la plateforme crée des possibilités de partage et d’apprentissage entre les parties prenantes |

\*Veuillez noter que les indices sont en cours de révision et d’élaboration, vos commentaires seront très appréciés. Pour l’instant, veuillez sélectionner les paramètres que vous souhaitez utiliser pour votre indice (gouvernance et fonctionnalité des plateformes multiacteurs – veuillez noter que l’indice de fonctionnalité est fixe pour l’instant ; tous les paramètres sont obligatoires).

1. [Lien vers des conseils pour](https://www.youtube.com/watch?v=gAkajtmYnNg) élaborer la théorie du changement [↑](#footnote-ref-1)